



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Bundesamt für Kommunikation BAKOM  
Office fédéral de la communication OFCOM  
Ufficio federale delle comunicazioni UFCOM  
Uffizi federal da comunicaziun UFCOM



**ACCORD CONCLU  
ENTRE LES ADMINISTRATIONS DE LA FRANCE ET  
DE LA SUISSE  
CONCERNANT L'IMPLANTATION DES STATIONS DE BASE  
GSM/UMTS/LTE SUR LES TERRITOIRES FRANÇAIS ET  
SUISSE**

**28 JUIN 2016**

*CP* *kw*

## 1. PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions de l'Article 18.2 du Règlement des Radiocommunications ainsi que des Accords de coordination aux frontières en vigueur entre la France et de la Suisse, les deux Administrations ont convenu ce qui suit :

## 2. DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

- 2.1 Les Administrations de la France et de la Suisse autorisent l'implantation des stations de base GSM/UMTS/LTE des opérateurs mobiles français et suisses sur leur territoire respectif, dont les caractéristiques techniques sont décrites en annexe du présent Accord, en vue d'améliorer leur couverture nationale.
- 2.2 Ces stations de base opéreront sur les canaux et codes préférentiels attribués à l'Administration dont dépend le ou les opérateurs concernés (s), dans le cadre des Accords de coordination aux frontières en vigueur conclus entre la France et de la Suisse.
- 2.3 Ces stations de base ne devront pas conduire à des nuisances préjudiciables sur les territoires français et suisse. Leurs éléments rayonnants doivent être limités au strict minimum sur le territoire du pays dans lequel sont installées ces stations : les antennes doivent être dirigées vers le pays d'origine, et la puissance d'émission doit être la plus faible possible.
- 2.4 Si malgré tout un brouillage est constaté, le ou les opérateurs concernés (s) devront mettre en œuvre pour trouver une solution satisfaisante pour les deux Administrations, et faire cesser ce brouillage dans les meilleurs délais qui ne pourront excéder [vingt-quatre heures] à partir de sa notification.
- 2.5 L'Administration du pays dans lequel sont installées ces stations, est responsable de l'application des procédures nationales en vigueur dans son pays.
- 2.6 L'Administration du pays requérant est responsable de l'application des procédures internationales.
- 2.7 Toute station établie sur le territoire français avec une puissance isotrope rayonnée équivalente (PIRE) supérieure ou égale à 1 W doit être déclarée auprès de l'ANFR et toute station dont la PIRE est supérieure ou égale à 5 W doit obtenir l'accord de l'ANFR pour l'implantation du site (1 W = déclarative, 5 W = Accord ANFR).
- 2.8 Toute utilisation du spectre des fréquences établie sur le territoire suisse est soumise à une concession conformément à l'art. 22 de la loi sur les télécommunications LTC<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> SR 784.10

### 3. RÉVISION DE L'ACCORD

Avec le consentement de l'autre Administration, cet Accord peut être révisé à la demande d'une Administration lorsqu'une telle modification s'impose à la lumière des développements administratifs, réglementaires ou techniques.

L'Administration du pays dans lequel sont installées les stations de base se réserve le droit de demander la révision du présent Accord lorsque des nuisances telles que mentionnées au paragraphe 2.4 sont constatées sur son territoire.

Toute modification de l'annexe doit avoir l'accord des deux Administrations mais ne nécessite pas la révision du présent Accord.

### 4. DÉNONCIATION DE L'ACCORD

Chaque Administration peut dénoncer le présent Accord sous réserve du respect d'un préavis d'un an, pendant lequel, les stations de base concernées seront mises hors service et démontées.



L'Administration du pays dans lequel sont installées les stations de base peut dénoncer le présent Accord sans préavis, lorsque des nuisances telles que mentionnées au paragraphe 2.4 sont constatées sur son territoire. La (les) station(s) de base concernée(s) devra (devront) être mise(s) hors service dans les 2 semaines et démontée(s) dans les 6 semaines suivant la date de notification de la dénonciation de l'Accord.

### 5. LANGUE DU PRÉSENT ACCORD

Cet Accord est établi en deux exemplaires originaux en langue française.

### 6. ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD

Cet Accord entrera en vigueur le 28 juin 2016.

Pour la France Cédric PERROS/ANFR	Pour la Suisse Konrad VONLANTHEN/OFCOM
	

ANNEXE

Administration	Opérateur	Adresse du site	Coordonnées du site WGS84	Altitude (m)	Hauteur Milieu Antenne (m)	Azimut (°)	Tilt (°)	Ref. antenne (*)	Gain antenne (dB)	Bande de fréq. (MHz)	Fréquence GSM ou UMTS/LTE (MHz)	Largeur de bande	Puissance apparente rayonnée ERP (W)
Suisse	Swisscom	CERN Bâtiment 188 MEYRIN	16°14'17,22" N 06°02'05,90" E	442	27.5	120	entre -2° et -12°	Kathrein 80010868	17.8	2100	UL : 1950-1955 DL : 2140-2145	5 MHz	400 W
France	Orange	MEYRIN	[TBD]	[TBD]	[TBD]	[TBD]	[TBD]	[TBD]	[TBD]	2100	UL : 1950-1955 DL : 2140-2145	5 MHz	[TBD]

(\*) : diagrammes horizontal et vertical à fournir

Site de Meyrin

